



Sortie du rapport annuel de la BRI

Dans son Rapport Annuel publié le 29 juin 2014, la BRI souligne que « Les politiques publiques doivent trouver une nouvelle boussole pour aider l'économie mondiale à sortir de l'ombre de la Grande Crise financière ». Dans son analyse économique de l'année écoulée, la BRI invite à ajuster la panoplie des instruments et les cadres d'action des pouvoirs publics afin de rétablir une croissance économique durable et équilibrée. Pour l'institution bâloise, qui est en quelque sorte la banque centrale des banques centrales, un changement de paradigme est aujourd'hui nécessaire : « Pour restaurer une croissance durable et équilibrée, les politiques publiques doivent dépasser l'horizon du cycle économique, au cœur de l'analyse traditionnelle, pour se placer dans une perspective à plus long terme, centrée sur le cycle financier. (...) La seule source de prospérité durable réside dans le renforcement de l'offre. Il est indispensable de renoncer à faire de la dette le moteur principal de la croissance », déclare la BRI.

http://www.bis.org/publ/arpdf/ar2014_ov_fr.htm

INFORMATIONS BANCAIRES ET FINANCIÈRES GÉNÉRALES

Union européenne

1 - BCE

Le Conseil des gouverneurs de la BCE, lors de sa réunion du 3 juillet 2014, a décidé de laisser inchangés les taux d'intérêt directeurs de la BCE. M. Draghi, Président de la BCE, déclarait, lors de sa conférence de presse : « Les dernières informations indiquent que la reprise modérée de l'économie de la zone euro s'est poursuivie au deuxième trimestre, avec des taux d'inflation bas et une faible croissance de la monnaie et du crédit. Dans le même temps, les anticipations d'inflation à moyen et à long terme pour la zone euro restent solidement ancrées à un niveau compatible avec notre objectif de maintenir l'inflation à des taux inférieurs à, mais proches de 2 %. La combinaison de mesures de politique monétaire annoncées le mois dernier a déjà conduit à un nouvel assouplissement de l'orientation de la politique monétaire. Les opérations monétaires qui doivent avoir lieu au cours des prochains mois renforceront cette orientation accommodante et soutiendront l'activité de prêt bancaire. À mesure qu'elles se transmettront à l'économie, ces mesures contribueront à ramener les taux d'inflation à des niveaux inférieurs à mais plus proches de 2 %. S'agissant de nos indications sur la trajectoire future des taux directeurs de la BCE, compte tenu des perspectives d'inflation, ces taux resteront à leurs niveaux actuels pendant une période prolongée. En outre, le Conseil des gouverneurs affirme unanimement son engagement à recourir également à des instruments non conventionnels dans le cadre de son mandat s'il devenait nécessaire de continuer à répondre aux risques d'une période trop prolongée de faible inflation. Nous sommes fermement déterminés à maintenir l'ancrage solide des anticipations d'inflation à moyen et à long terme. »

2 - Eurostat

Dans la zone euro (ZE18), le taux de chômage corrigé des variations saisonnières s'est établi à 11,6 % en mai 2014, stable comparé à avril 2014, mais en baisse par rapport au taux de 12,0 % de mai 2013. Dans l'UE28, le taux de chômage s'est établi à 10,3 % en mai 2014, en baisse par rapport au taux de 10,4 % d'avril 2014 et à celui de 10,9 % de mai 2013. Ces chiffres sont publiés par Eurostat, l'office statistique de l'Union européenne. Eurostat estime qu'en mai 2014, 25,184 millions d'hommes et de femmes étaient au chômage dans l'UE28, dont 18,552 millions dans la zone euro. Par rapport à avril 2014, le nombre de chômeurs a diminué de 63 000 dans l'UE28 et de 28 000 dans la zone euro. Comparé à mai 2013, le chômage a baissé de 1,361 million de personnes dans l'UE28 et de 636 000 dans la zone euro. Parmi les États membres, les taux de chômage les plus faibles ont été enregistrés en Autriche (4,7 %), en Allemagne (5,1 %) ainsi qu'à Malte (5,7 %), et les plus élevés en Grèce (26,8 % en mars 2014) et en Espagne (25,1 %).

Actualités législatives

Publications au Journal Officiel

Décret n° 2014-737 du 30 juin 2014 relatif à l'Observatoire de l'inclusion bancaire

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000029168432&dateTexte=&oldAction=dernierJO&categorieLien=id>

Décret n° 2014-738 du 30 juin 2014 relatif à l'offre spécifique de nature à limiter les frais en cas d'incident

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000029168451&dateTexte=&oldAction=dernierJO&categorieLien=id>

Décret n° 2014-739 du 30 juin 2014 relatif à l'information préalable du consommateur en matière de frais bancaires

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000029168464&dateTexte=&oldAction=dernierJO&categorieLien=id>

Publication : « Rapport annuel »

Comme chaque année, l'Iedom publie son **rapport annuel**. Cette monographie dresse un état des lieux global et sectoriel de l'économie guyanaise sur l'année passée. Le rapport annuel de l'Iedom peut être téléchargé gratuitement en ligne à l'adresse suivante : www.iedom.fr/guyane/publications-67/rapports-annuels-92/.



Publication : « Tendances conjoncturelles »

Les indicateurs relatifs à l'investissement des entreprises évoluent dans l'ensemble à la baisse sur le premier trimestre de l'année. Les importations de biens d'équipement (-20,7 % CVS) et les créations d'entreprises (-7,1 %) se détériorent. Toutefois, les ventes de véhicules utilitaires sont en hausse (+4,8 %) après avoir été en retrait sur les trois derniers trimestres. Les prévisions d'investissement demeurent mal orientées. Néanmoins après un quatrième trimestre sensiblement dégradé, on constate un début de redressement pour les premiers mois de l'année 2014. Pour une majorité des secteurs, les prévisions d'investissement des chefs d'entreprise se redressent au premier trimestre, seules les prévisions relatives au commerce et à la construction sont défavorables.



Publication : « Evolutions monétaires en Guyane »

L'activité bancaire du département s'inscrit en hausse sur les trois premiers mois de l'année 2014, avec une progression tant au niveau du financement de l'économie (+2,0 % sur le trimestre, soit 53,3 M€), portant l'encours sain de crédits à 2 687,1 M€, que pour la collecte d'épargne, avec des actifs financiers en hausse de 1,1 % sur le trimestre (soit +18,4 M€) pour s'établir à 1 677,1 M€.



Publication : « Suivi des crédits aux entreprises au 31 mars 2014 »

L'encours total des crédits aux entreprises en Guyane, en hausse sur le trimestre (+1,6 %) et sur l'année (+5,4 %), s'établit à 1 633,9 M€. Avec 1 456,3 M€, l'encours de crédits mobilisés progresse également sur le trimestre (+1,9 %), et sur un an (+5,7 %). Les encours de crédits mobilisables, correspondant à la part non consommée mais disponible de lignes de crédits confirmés, diminuent légèrement sur le trimestre (-0,9 %), mais augmentent de 2,3 % sur un an.



BREVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES

Carburants

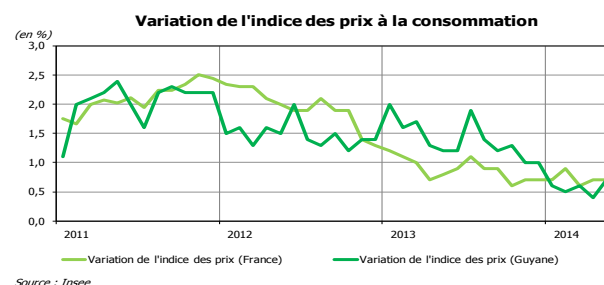
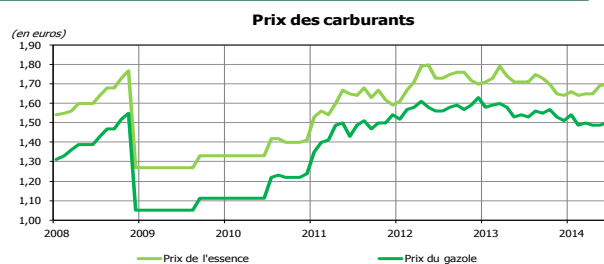
L'arrêté préfectoral fixe, à compter du 1^{er} juillet 2014, le prix de la vente au détail des carburants à 1,74 €/litre pour l'essence (+4 centimes) et 1,52 €/litre pour le gazole (+2 centimes). Le prix de la bouteille de gaz est fixé à 21,80 €, contre 21,49 € en juin, soit une hausse de 31 centimes.

Prix à la consommation

En mai 2014, l'indice des prix à la consommation (IPC) est en hausse de 0,2 % sur le mois. Cette hausse est liée à l'augmentation des prix des services (+0,1 %) et des produits manufacturés (+0,2 %). Sur un an, l'indice des prix progresse de 0,7 %, en raison des variations constatées sur les prix de l'alimentation (+1,7 %) et des services (+0,8 %). D'un niveau similaire à celui constaté pour la France entière (+0,7 %), l'inflation en Guyane est supérieure aux valeurs observées à la Guadeloupe (+0,2 %), à La Réunion (+0,4 %) ainsi qu'à Mayotte (+0,5 %) et reste en dessous de celle constatée à la Martinique (+1,0 %).

Visite ministérielle

La ministre des Outre-mer, Mme Georges Pau-Langevin, était en déplacement en Guyane du 3 au 5 juillet. Outre la pose de la première pierre du nouveau centre hospitalier de l'ouest guyanais (CHOG), la ministre a participé à l'inauguration du pôle mère-enfant au centre hospitalier Andrée-Rosemon. Elle a également signé la convention de labellisation de la commune d'Awala-Yalimapo comme ville d'art et d'histoire. Une rencontre organisée avec les pêcheurs guyanais a été l'occasion de rappeler la nécessité pour la filière d'être mieux structurée. Le pacte de responsabilité a été évoqué et la ministre a demandé à l'ensemble des partenaires de définir et de hiérarchiser les besoins. Lors de son précédent déplacement à La Réunion, elle a indiqué que les mesures de soutien aux entreprises et aux ménages, prévues dans le cadre de ce pacte, seront déclinées dans l'Outre-mer, notamment par un allègement des charges salariales et fiscales pour les entreprises et une augmentation du CICE de 50 %, soit un apport de 160 millions d'euros pour un montant total de 400 millions d'euros.



Spatial

Le lanceur Soyouz, pour son huitième vol, a lancé avec succès, depuis le Centre spatial guyanais, une charge comprenant quatre satellites de télécommunications de la constellation O3b pour le compte de l'opérateur américain Network Limited, ayant pour objectif de fournir un accès internet très haut débit à bas prix aux habitants des pays du Sud. Un lancement similaire avait eu lieu le 25 juin 2013, et celui-ci vient donc compléter la constellation de satellites O3b, soit un total de huit satellites en orbite autour de la Terre et le long de l'Equateur, qui devient à présent pleinement opérationnelle.

Afin d'orienter favorablement l'avenir de la filière spatiale européenne face à la concurrence internationale, Airbus Group et Safran ont signé un accord pour la création d'une société commune détenue à parts égales, regroupant les systèmes de lanceurs d'Airbus, et de propulsion de Safran. Cette union doit être opérationnelle d'ici à la fin 2014 et permettrait une optimisation de l'organisation de la filière, de la conception en passant par le lancement et la commercialisation rendant ainsi la filière spatiale européenne plus compétitive. Elle devrait à terme intégrer Arianespace et certaines compétences liées aux lanceurs du Cnes. Ce projet prendra en charge le développement d'Ariane 5ME et d'Ariane 6 avec pour objectif de disposer d'un lanceur léger pouvant transporter des satellites de 4 tonnes et d'une version moyenne-lourde pour les charges allant jusqu'à 8 tonnes. Les choix techniques représenteraient une réduction plus importante du coût de la tonne en orbite, actuellement de 20 000 dollars le kilo pour Arianespace contre 10 000 dollars le kilo pour Space X (concurrent américain) en raison de la parité euro-dollar, et éviterait la construction d'un nouveau pas de tir à Kourou. L'économie générée s'éleverait à 1 milliard d'euros.

ACTUALITES REGIONALES

Coopération Cuba-Russie

En visite à Cuba, le 11 juillet 2014, le président russe, Vladimir Poutine a promulgué un accord visant à annuler 90 % de la dette contractée par l'île auprès de l'ex-URSS, soit près de 35 milliards de dollars. Cuba devra par la suite rembourser le reste sur dix ans (3,5 milliards de dollars) par des règlements placés sur des comptes dédiés afin d'être réinvestis par la Russie dans l'économie cubaine. Cet investissement se fera dans des projets à la fois cubains et russes, l'un de ces projets concerne la coopération dans le domaine pétrolier, en particulier dans la recherche et l'exploitation pétrolière dans le golfe du Mexique. Le second projet est également issu d'une coopération bilatérale entre les deux pays, concernant la création d'un important hub de transport près de La Havane. Par ailleurs ce déplacement a permis la vente d'appareils long courrier et d'hélicoptères. La Russie est le 9^{ème} partenaire commercial de Cuba, loin derrière le trio de tête composé du Venezuela, de la Chine et de l'Espagne.

Croissance et inflation au Brésil

Dans son dernier rapport trimestriel, la Banque centrale brésilienne a revu à la baisse à 1,6 % sa prévision de croissance du PIB pour cette année contre 2 % prévu en début d'année. Elle insiste sur le ralentissement du rythme de l'activité économique par rapport à 2013. L'enquête de l'Institut Monétaire brésilien réalisée auprès de 100 économistes, affiche une croissance plus limitée à 1,1 % pour cette année. Il est rappelé que la croissance du PIB du Brésil s'élevait à 2,7 % du PIB en 2011, 1 % en 2012 et à 2,5 % en 2013. Par ailleurs, la Banque Centrale prévoit une inflation à 6,4 % au cours des prochains trimestres, soit 0,1 point en dessous du seuil de tolérance fixé par le gouvernement. Ayant comme objectif final de ramener l'inflation à 4,5 %, elle prévoit néanmoins une hausse du niveau général des prix se situant encore à 5,7 % en 2015.

SUIVI INDICATEURS CHIFFRES

Les variations mensuelles et annuelles sont corrigées des variations saisonnières et de l'effet jours ouvrés (CVS-CJO)

		Sur le mois	Indicateurs	Données brutes	Var. mensuelle CVS	Var. sur un an CVS	Sources	
INDICATEURS MACROECONOMIQUES	PRIX	↑	Prix à la consommation (indice base 100 en 1998, avec tabac)	Mai-14 Juil-14	127,5 1,74	[0,2%] [2,4%]	[0,7 %] [1,8%]	Insee Préfecture/Diecctte
		↓	Demandeurs d'emploi (DEFM A)	Mai-14	21 596	[-0,2%]	[7,0%]	Pôle emploi
	MARCHE DU TRAVAIL INDICATEURS SOCIAUX	↓	Nombre de bénéficiaires de l'allocation chômage	Mai-14	7 931	[-0,4%]	[-3,0%]	Pôle emploi
		↓	Nombre de bénéficiaires du RSA (1)	Avr-14	16 718	[-1,9%]	[6,8%]	Caf
		↑	Prestations nettes versées (1)	Avr-14 Cumul	9,4 M€ 37,6 M€	[0,5%]	[12,4%] [12,1%]	Caf
CONSOMMATION	↑	Importations de biens de consommation (BC) (3)	Mai-14 Cumul	15,4 M€ 69,6 M€	0,7%	8,5% 6,0%	Douanes	
	↑	Ventes de véhicules neufs aux particuliers	Juin-14 Cumul	354 1 908	4,7%	-4,5% 3,8%	Somafi	
INVESTISSEMENT	↑	Importations de biens d'équipement (BE) (3)	Mai-14 Cumul	31,0 M€ 184,8 M€	0,1%	-9,2% -7,4%	Douanes	
	↓	Ventes de véhicules utilitaires	Juin-14 Cumul	83 482	-9,2%	-26,9% 4,6%	Somafi	
COMMERCE EXTERIEUR	↓	Exportations (3)	Mai-14 Cumul	6,4 M€ 81,2 M€	-68,4%	-66,6% -28,2%	Douanes	
	↓	Importations (3)	Mai-14 Cumul	99,6 M€ 650,9 M€	-30,6%	-30,0% -2,1%	Douanes	

		Sur le mois	Indicateurs	Données brutes	Var. mensuelle CVS	Var. sur un an CVS	Sources	
INDICATEURS SECTORIELS	SPATIAL		Tirs effectués Satellites lancés	Cumul à Juin-14 Cumul à Juin-14	4 tirs (2 Ariane 5, 1 Soyouz, 1 Vega) 6 satellites		4 tirs à Juin-13 9 satellites et 1 ATV* Arianespace	
	BTP	↓	Ventes de ciment (hors filler, liant et big bag)	Juin-14 Cumul	6 657 tonnes 43 539 tonnes	-6,2%	-4,3% -0,7%	Ciments guyanais
	INDUSTRIE	↓	Exportations d'or en volume (3)	Mai-14 Cumul	90 kilos 471 kilos	-37,4%	17,5% -7,3%	Douanes
		↓	Exportations d'or en valeur (3)	Mai-14 Cumul	2,8 M€ 14,2 M€	-41,3%	6,7% -19,2%	Douanes
		↓	Cours de l'once d'or	Juin-14	1 278,48 \$	[-0,8%]	[-4,8%]	London Bullion Market Assoc./AFD
		↑	Grumes sorties de forêt	Déc-12 Cumul	20 767 m3 74 878 m3	29,8%	215,8% 1,7%	ONF
	AGRICULTURE AGROALIMENTAIRE	↑	Exportations de crevettes (3)	Mai-14 Cumul	21 tonnes 147 tonnes	25,6%	27,4% -44,0%	Douanes
		↓	Exportations de poissons (3)	Mai-14 Cumul	47 tonnes 344 tonnes	-27,7%	-6,3% 7,9%	Douanes
			Exportations de riz (2) (3)	Mai-14 Cumul	0 tonne 14 tonnes	n.s.	n.s. n.s.	Douanes
	TOURISME	↓	Trafic de passagers (arrivées-départs-transits)	Févr-14 Cumul	29 499 62 303	-4,4%	-7,0% -4,7%	CCIRG
↑		Nombre de nuitées	Déc-13 Cumul	32 000 332 000	23,0%	17,6% -3,5%	Insee	

[Données non CVS]

*ATV pour Automated Transport Vehicle (Véhicule Automatisé de Transport), vaisseau cargo spatial développé par l'Agence spatiale européenne pour ravitailler la Station spatiale internationale

(1) Mise en place du RSA début 2011, remplaçant le RMI. Données non CVS compte tenu du nombre trop faible d'observations.

(2) Trop grand nombre de points atypiques concernant le riz.

(3) Données provisoires ; les résultats du commerce extérieur sont issus des statistiques douanières provisoires qui sont révisables pendant 2 ans.

Taux directeurs de la Banque centrale européenne

Taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème	taux	date d'effet
Taux de la facilité de prêt marginal	0,15%	11/06/2014
Taux de la facilité de dépôt	0,40%	11/06/2014
	-0,10%	11/06/2013

Taux d'intérêt légal			Taux de l'épargne réglementée (depuis le 01/08/13)					
ANNEE	2014	0,04%	JO du 06/02/14	Livret A et bleu	LDD	LEP	PEL*	CEL*
ANNEE	2013	0,04%	JO du 01/03/13	1,25%	1,25%	1,75%	2,50%	0,75%

* hors prime d'Etat

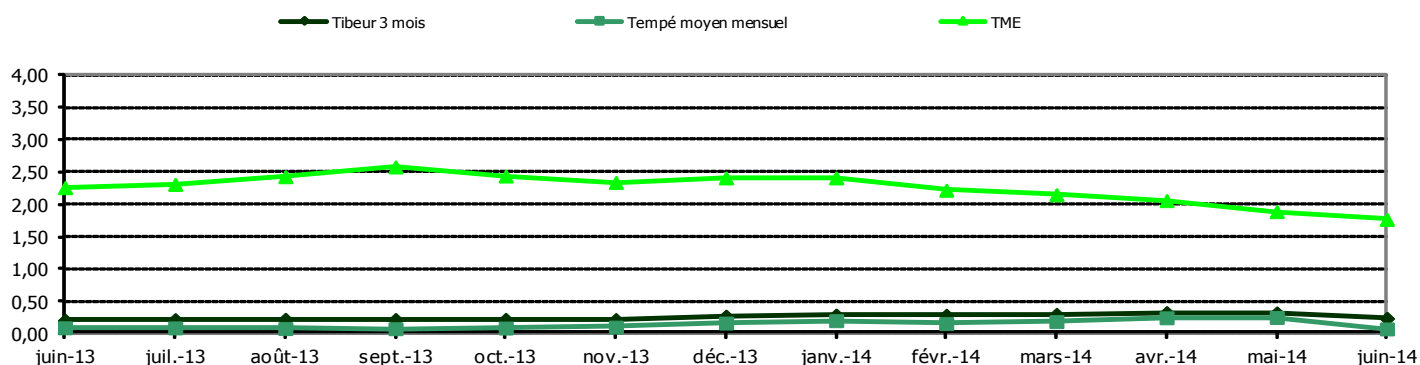
Taux moyen monétaire mensuel (Tempé moyen mensuel)				TIBEUR (juin 2014)			
Mars	Avril	Mai	Juin	1 mois	3 mois	6 mois	1 an
0,1907%	0,2488%	0,2564%	0,0775%	0,1520%	0,2410%	0,3330%	0,5120%
Taux moyen mensuel des emprunts d'Etat à long terme (TME)				Taux moyen mensuel des obligations d'Etat (TMO)			
Mars	Avril	Mai	Juin	Mars	Avril	Mai	Juin
2,15%	2,06%	1,89%	1,77%	2,35%	2,26%	2,09%	1,97%

Taux de l'usure (seuils applicables au 1^{er} juillet 2014)

Crédits aux particuliers	Seuils de l'usure	Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielles, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts immobiliers			
Prêts à taux fixe	5,11%	Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	7,83%
Prêts à taux variable	4,71%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux variable	3,91%
Prêts-relais	5,27%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe	4,71%
Autres prêts		Découverts en compte (1)	13,33%
Prêts d'un montant inférieur à 3 000 euros	20,35%	Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	4,07%
Prêts d'un montant compris entre 3 000 euros et 6 000 euros	14,81%	Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts d'un montant supérieur à 6 000 euros	9,79%	Découverts en compte (1)	13,33%

(1) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois

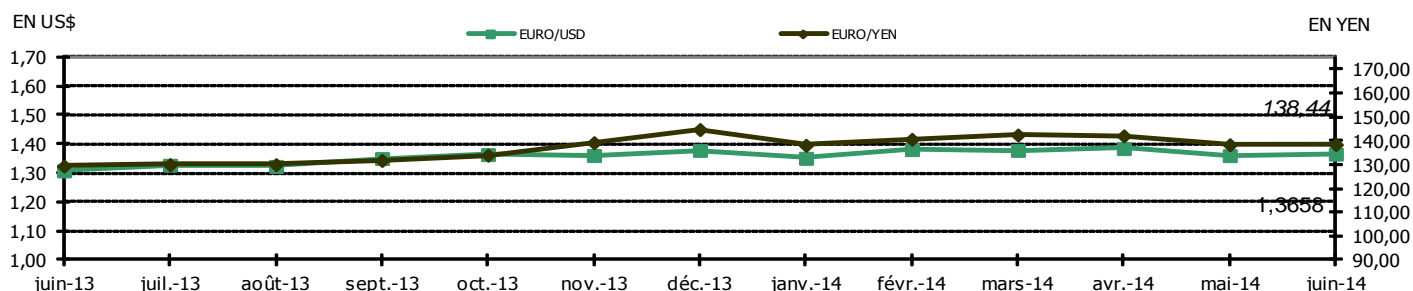
Taux des marchés monétaires et obligataires



Taux de change (dernier cours fin de mois)

EURO/USD (Etats-Unis)	1,3658	EURO/ZAR (Afrique du sud)	14,4597	EURO/SRD (Surinam)	4,5174
EURO/JPY (Japon)	138,4400	EURO/BWP (Botswana)	12,0398	EURO/ANG (Ant. Néerl.)	2,451
EURO/CAD (Canada)	1,4589	EURO/SCR (Seychelles)	16,5738	EURO/DOP (Rép. Dom.)	59,5068
EURO/GBP (Grande-Bretagne)	0,8015	EURO/MUR (Maurice)	41,3413	EURO/BBD (La Barbade)	2,7386
EURO/SGD (Singapour)	1,7047	EURO/BRL (Brésil)	3,0002	EURO/TTD (Trinité et Tobago)	8,8083
EURO/HKD (Hong-Kong)	10,5858	EURO/VEF (Vénézuéla)	8,6134	EURO/XPF (COM Pacifique)	119,33170
EURO/MGA (Madagascar)	3226,0492	EURO/XCD (Dominique)	3,6961	EURO/FC (Comores)	491,96775

Evolution de l'euro sur 12 mois (dernier cours fin de mois)



Taux de conversion irrévocables pour les 17 pays de la zone euro

1 EURO =	40,3399 BEF	6,55957 FRF	40,3399 LUF	200,482 PTE	15,6466 EEK
	1,95583 DEM	0,787564 IEP	2,20371 NLG	5,94573 FIM	
	166,386 ESP	1936,27 ITL	13,7603 ATS	340,750 GRD	
	239,640 SIT	0,585274 CYP	0,429300 MTL	30,1260 SKK	